DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR KOMI SELOM KLASSOU, PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT, A L'OCCASION DE L'ATELIER DE REFLEXION ET D'ECHANGE SUR LES REFORMES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES

LOME, LE 11 JUILLET 2016

Madame la Présidente du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) ;

Messieurs les Présidents des Institutions de la République ;

Mesdames et Messieurs les Présidents ou Représentants des Institutions des pays amis ;

Monsieur le Ministre d'Etat ;

Excellence Mgr Barrigah, Archevêque Métropolitain d'Atakpamé ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Honorables député à l'Assemblée nationale,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisation Internationales ;

Mesdames et Messieurs les Présidents ou Représentants des Partis politiques ;

Mesdames et Messieurs les Responsables des Organisations de la Société civile et syndicales ;

Vénérés Chefs traditionnels, garants de nos us et coutumes ;

Autorités Religieuses, Militaires et administratives,

Mesdames et Messieurs à vos rangs, grades et titres respectifs,

Distingués invités.

Je voudrais, au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, au nom du Gouvernement et du peuple tout en entier, souhaiter à tous et à chacun, chacune, la plus cordiale bienvenue au présent Atelier de réflexion et d'échange organisé par le Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale sur les réformes politiques et institutionnelles au Togo. La disponibilité dont vous avez fait preuve, pour y prendre part, traduit l'intérêt tout particulier que vous portez à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit dans notre pays.

A vous, nos hôtes venus des pays amis pour nous faire partager vos expériences, il m'est agréable de vous exprimer mes profonds remerciements pour votre sollicitude et vous dire par la même occasion de vous sentir au Togo comme chez vous.

Votre parcours de haut niveau et le bilan des institutions que vous représentez sont prodigieux et rendent prometteurs les résultats de cet Atelier. De surcroît, la perspective de produire de nouveaux outils et des expériences novatrices au service de l'avenir politique de notre pays le Togo et de son développement est encourageante.

Mesdames et Messieurs les Participants,

Nous mesurons tous l'importance de l'événement qui nous réunit aujourd'hui. Il s'agit de réfléchir et d'échanger sur les réformes politiques et institutionnelles à mener dans notre pays afin de stabiliser politiquement notre société.

L'on peut légitimement se poser la question de savoir pourquoi depuis (plus de 25 ans) les multiples initiatives prises à cet effet n'ont pas donné tous les résultats escomptés.

Il convient d'interroger notre histoire commune récente. En effet, le pays a connu plusieurs épisodes de crises sociopolitiques qui ont contribué à exacerber la méfiance entre les acteurs politiques et par ricochet ont affecté profondément le tissu social.

C'est ainsi que les différentes approches de solutions préconisées en l'occurrence l'élaboration de la Constitution de 1992 par certains courants politiques du moment tout comme les amendements apportés à certaines dispositions de cette Constitution en 2002, cette fois-ci par d'autres forces politiques, sont entre autres, l'illustration parfaite que les réformes ne se feront au Togo « ni les uns sans les autres, ni les uns contre les autres ».

Cette situation a débouché sur des dysfonctionnements qu'il convient de corriger. C'est dans cette dynamique que s'est inscrit l'APG signé le 20 août 2006 dans ce même hôtel afin de permettre à notre pays de se refaire sur de nouvelles bases.

Mesdames et Messieurs les Participants,

Nous ne devons plus échouer. Nous avons tous l'obligation de tout mettre en œuvre afin d'aller au bout de cette volonté commune.

C'est dans cette optique que le présent atelier organisé par le HCRRUN et qui regroupe les personnalités politiques, des juristes, des sociologues, des historiens, des organisations de la société civile, des institutions de la République, les partis politiques ou regroupement de partis politiques, les médias d'Etat et les médias privés, la chefferie traditionnelle, les autorités religieuses, les centrales

syndicales, etc. aura pour mission d'explorer toutes les pistes susceptibles de contribuer à trouver des solutions idoines et durables pour notre pays.

Au regard des profils diversifiés des participants que vous êtes, sans perdre de vue la présence parmi vous des personnalités venues de pays amis ayant connu par le passé de pareilles difficultés, je reste convaincu qu'à la lumière de vos conclusions les attentes du peuple seront comblées.

Vos conclusions serviront de document de travail pour la Commission qui sera mise en place conformément aux recommandations positives de la Commission Vérité Justice Réconciliation (CVJR) à qui nous réitérons nos sincères remerciements pour le travail accompli.

Pour toutes ces raisons, Mesdames et Messieurs les Participants, vous devez vous laisser guider dans vos réflexions et échanges par le sens de l'efficacité, de l'honneur et de l'intérêt national.

Au-delà de nos divergences, quelles qu'elles soient, nous devons comprendre que le Togo est notre patrimoine commun. A ce titre, nous avons l'impérieux devoir d'œuvrer pour l'agir et le vivre ensemble.

Par ailleurs, face aux grands enjeux contemporains de développement mais aussi des menaces sécuritaires au plan mondial, il nous incombe de travailler pour relever ces défis et mettre ainsi le Togo, notre pays, en orbite pour son développement harmonieux dans la paix sociale, la stabilité et la sécurité, gages de son émergence.

Le gouvernement, pour sa part, sous le leadership du Président de la République, jouera en toute responsabilité sa partition.

C'est sur cette note de plein espoir que je déclare ouvert, les travaux de l'Atelier national de réflexion et d'échange sur les réformes politiques et institutionnelles.

Je vous remercie pour votre aimable attention